
LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille de
l'Assemblée Nationale.*

N^o. LXXXIII.

Du Samedi 19 Septembre 1789.

Séance du Jeudi soir.

MONSIEUR le président a annoncé que le roi l'avoit fait avertir qu'il lui rendroit, le lendemain avant la séance, réponse à la demande de la sanction des arrêtés du 4 août.

On s'est occupé ensuite des moyens de pourvoir au paiement des impositions, relativement à un projet d'arrêté présenté par le comité des finances.

Dans les débats qui se sont élevés, quelques membres ont demandé le renvoi de l'arrêté dans les bureaux; quelques-autres réclamoient qu'on s'en occupât de suite, à cause des dangers que ce retard pourroit occasionner pour la tranquillité publique & le salut de l'état; que d'ailleurs la question étoit soumise à l'assemblée depuis quinze jours; on a décidé qu'elle seroit discutée.

En conséquence, M. de la Jacqueminière, après les ob-

Tome III.

C

servations très-judicieuses sur l'objet soumis à la discussion, pensoit que le décret devoit contenir les dispositions suivantes :

1°. Que, conformément au décret du 17 juin dernier, on continuera d'acquitter les impositions courantes, en la forme ordinaire.

2°. Que les mêmes impositions seront continuées par des rôles semblables, depuis le premier octobre prochain, jusqu'au premier octobre 1790.

3°. Conformément à l'article IX du décret du 11 août ; & pour en établir dès-à-présent l'exécution en tant qu'il est en elle, l'assemblée décrète qu'il devra être fait dans chacune des municipalités du royaume, un rôle de subside provisoire, auquel seront compris & imposés dans la même forme & dans toute l'étendue qui a lieu pour les biens des taillables ordinaires, les biens des ci-devant privilégiés de quelque nature qu'ils soient.

4°. Ce rôle commencera au premier avril, & s'étendra jusqu'au premier octobre 1790, ce qui comprend un intervalle d'une année & demie, à raison de quoi seront taxés lesdits biens.

5°. Que dans les endroits où l'imposition taillable se divise en taille réelle & personnelle, lesdits biens seront soumis à ce régime d'imposition, & qu'en dérogeant à la loi qui ordonne que la taille personnelle ne sera imposable qu'an lieu du principal domicile ; l'assemblée décrète que pour les biens ci-devant privilégiés, l'assiette de la taille personnelle, dans les provinces où elle a lieu, se fera aux rôles des municipalités où les biens sont situés.

M. le baron de Montboissier a développé les abus des abonnemens des princes & autres privilégiés pour les vingtièmes ; il a demandé la cassation des arrêts du conseil, qui les autorisoient, en assurant que la modique somme

qu'il payoit , n'étoit pas la dixième partie de ce qu'ils devoient produire : Il est temps , disoit-il , que la loi puisse atteindre *le riche & le puissant* , après avoir écrasé si longtemps *le pauvre & le faible*.

C'est d'après ce principe de justice qu'il proposoit l'arrêté suivant :

« L'assemblée nationale ordonne l'assujettissement aux deux vingtièmes & quatre sous pour livre du premier vingtième de tous les biens-fonds que les arrêts du conseil avoient abonnes jusqu'à présent ». Ce projet a été très-applaudi.

M. Feydel a conseillé de déclarer que la remise sur les 80 millions d'arrérages que M. Necker avoit fait espérer , ne pouvant avoir lieu , il faut au contraire les acquitter dans un temps déterminé ; mais que la contribution de la noblesse sera amputée sur ces 80 millions , & qu'il sera fait une remise d'un dixième à ceux qui acquitteroient leur cote-part dans le temps fixé par l'assemblée nationale.

C'est en cet état de discussion que la question a été renvoyée à samedi soir.

On a annoncé ensuite qu'un chevalier non profès de l'ordre de Malthe , qui ne vouloit pas être nommé , a porté au trésor national une croix enrichie de diamans.

M. Darnaudat , membre du comité des rapports , a rendu compte de l'affaire des sieurs Hebert , Comart père & fils , détenus dans les prisons de Bernay , condamnés à *tenir prison* par le comité , devant lequel le peuple les avoient traduits à l'occasion de quelqu'achat de bled. Le rapporteur a fait sentir que , quelqu'injuste que fût cet emprisonnement , l'assemblée , quoique portée à leur donner la liberté , l'affaire devoit être renvoyée au pouvoir exécutif. En conséquence , ce renvoi a été ordonné , & M. le président a été autorisé

à recommander cette affaire à M. le garde-des-sceaux ; voilà la centième réfutation de la calomnie, publiée contre l'assemblée nationale, qu'elle ne cessoit d'usurper le pouvoir exécutif.

Séance d'hier au matin.

La lecture des adresses & des procès-verbaux a occupé les premiers instans de l'assemblée ; mais les objets importans qui étoient annoncés ne nous permettent pas de consigner ici ces détails, renvoyés à un autre numéro.

Les arrêts du 4 août, qui avoient contribué si fortement au rétablissement de la paix publique, avoient été présentés à la sanction depuis deux jours. Le roi a envoyé à l'assemblée nationale une réponse dont il a été fait lecture deux fois par M. le président & par M. Desmeuniers, secrétaire.

Comme il est difficile d'en saisir les dispositions textuelles dans des lectures rapides, nous ne donnerons que des aperçus généraux, que nous développerons lorsque cette réponse du roi sera imprimée. Le monarque, en adoptant l'esprit général des dispositions des arrêts, avertit qu'il est quelques articles auxquels il ne pourroit donner qu'une adhésion conditionnelle.

Sur le premier article, relatif aux droits féodaux, le roi a dit qu'en 1779 il avoit donné l'exemple de la destruction de la main-morte dans ses domaines sans la moindre indemnité, comme dégradant la dignité de l'homme ; qu'il étoit des redevances personnelles qui, sans participer à ce caractère, sont d'une utilité importante pour les propriétaires des terres ; ne seroit-ce pas aller bien loin, de les abolir sans indemnité. Il est des devoirs personnels qui ont été convertis en redevances pécuniaires,

On peut encore moins les abolir , ils sont fixés par d'anciens usages ; ils ont été vendus de bonne foi ; ils ferment depuis long-temps des propriétés respectables ; il paroît juste de les ranger au nombre de ceux qui sont rachetables de gré à gré ; il faudroit une inquisition embarrassante pour la distinction de ces sortes de droits. Ce qui m'intéresse c'est de concilier les besoins de mes peuples avec les règles de la justice. En adoptant l'ensemble des dispositions , le roi offre des considérations prises du genre de propriété qui appartient en Alsace à des princes étrangers , sous la foi des traités les plus solennels ; ils ont déjà faits des réclamations dignes d'attention. Il adopte le rachat des droits féodaux & fonciers ; le rachat fixé d'une manière équitable , en observant que ces droits ne peuvent être rachetés séparément les uns des autres , tels que le cens avec les droits casuels & ceux dérivant de l'obligation censitaire ; il engage à réfléchir si l'extinction du cens & des rentes convient au bien de l'état. Leur existence ne détourne-t-elle pas les riches d'accroître leurs possessions territoriales.

L'article II , sur les pigeons & les colombers , est approuvé.

L'article III , concernant la chasse , est consenti , mais il faut voir si , en permettant à tous les propriétaires de détruire le gibier , cette liberté n'empêchera pas que le port d'armes ne soit multiplié de manière à être contraire à l'ordre public. J'ai détruit les capitaineries le 10 août dernier , & j'ai fait cesser les peines infligées aux infraçteurs du droit de chasse.

Article IV. J'approuverai la destruction des justices seigneuriales , dès que j'aurai connoissance de la sagesse des dispositions concernant l'art judiciaire.

Sur l'article V , le roi dit , qu'il accepte comme l'assemblée , avec reconnaissance , les généreux sacrifices de l'ordre de

clergé. La disposition est ce qui peut l'inquiéter ; si la suppression pure & simple des dîmes, qui produisent de 60 à 80 millions, a lieu, cette grande munificence seroit uniquement dévolue aux propriétaires des terres ; or, une telle proportion juste pour l'assiette de l'impôt, ne l'est pas pour la distribution d'un bienfait. Les habitans des villes, les commercans, les manufactures, les artistes, les non propriétaires n'auroient aucune part à cette grande libéralité. Les finances exigent toute l'étendue des ressources du royaume. Dans leur état actuel, il convient d'examiner si, au moment où les représentans de la nation s'occupent du bien de tous, ce n'est pas au soulagement de la nation entière qu'il faut appliquer un grand superflu. Il faut connoître la nature du nouvel impôt ; il en est de plus onéreux que la dîme ; il me paroît que des motifs de sagesse devroient faire prendre en considération l'arrêté des dîmes. Ce seroit un examen à faire avec celui des besoins de l'état ; pareilles réflexions sur les dîmes de l'ordre de Malthe ; une partie de ses revenus est composée des redevances que les commanderies envoient à Malthe ; cela diminueroit les ressources d'un ordre à qui le commerce doit chaque jour de la reconnaissance.

L'article VI, touchant les rentes foncières, entièrement adopté.

Quant à l'article VII, de la vénalité, le roi dit qu'il n'y mettra aucune opposition, mais qu'il desire qu'on recherche & qu'on propose les moyens d'exercer la justice par des personnes dignes de sa confiance & de celle des peuples ; en observant cependant que l'administration actuelle ne coûte qu'un modique intérêt à l'état, & que le remboursement du capital des charges de judicature est un grand sacrifice ; qu'il faudra augmenter si les officiers doivent être payés par des contributions ; des considéra-

tions d'ordre public doivent faire peser mûrement, &c dans son ensemble, cette affaire majeure.

La suppression du casuel de curés des campagnes ne souffre pas de difficulté.

A l'article IX, le roi approuve & loue le clergé & la noblesse de l'empressement que ces deux ordres ont porté à l'abolition des privilèges pécuniaires. (1)

Le roi approuve l'article X sur les privilèges des provinces, en desirant qu'il se réalise sans opposition, & qu'elles soient réunies dans leurs vues comme elles le font dans son cœur.

Même approbation concernant l'admission des citoyens aux emplois civils & militaires. On avoit oublié les dignités ecclésiastiques qu'on y a ajouté depuis.

L'article XII, concernant la cour de Rome, reposant sur le concordat qui ne peut être annulé par une seule partie, sera mis en négociation avec les égards dûs à un souverain & au chef de l'église.

Article XIII, admis sans difficulté, en observant seulement qu'une abolition de ce genre, c'est à-dire, des déports, des vacats, & autres droits mérite des dédommagemens, parce qu'ils forment souvent le revenu des évêques & des chapitres.

L'esprit de l'article XIV, qui défend la pluralité des bénéfices, est fort raisonnable, a dit le roi; je m'y conformerai.

Quant à l'article XV des pensions, le roi ne s'opposera

(1) Ce sacrifice étoit annoncé depuis long-temps. Les notables de 1788 disoient : « Nous renouvelons les vœux de l'Assemblée des notables de 1787, pour la répartition égale de toutes les charges publiques sur tous les ordres de l'état ». Ce vœu que l'honneur a dicté; que la justice réclamoit, que la nécessité commande, sera ratifié par les ordres réunis à l'Assemblée de la nation.

à aucun des examens que l'assemblée voudra faire, mais il observe que c'est un travail sans fin, & une inquisition qui causeroit des alarmes, & qu'on pourroit adopter sur ce point des principes généraux.

Après ces réflexions générales, la réponse du roi annonce qu'il sanctionnera les arrêtés quand ils seront rédigés en loix : sa majesté annonce aussi la sanction pour le décret sur la libre circulation des grains; mais elle prévient que, dans le moment actuel, ce seroit manquer de sagesse de faire exécuter, avec trop de rigidité, les arrêtés actuels, sur-tout quand le pouvoir exécutif a tant d'entraves.

L'impression profonde que cette lecture a faite sur une grande partie de l'assemblée, sembloit prouver qu'on attendoit des dispositions plus décisives dans un moment où les peuples se repaissoient de l'espoir de jouir des bienfaits du patriotisme français. Quelques membres ont demandé l'impression de la réponse du roi, afin qu'elle pût être discutée au plutôt dans les bureaux, & envoyée dans les provinces.

M. Goupille de Préfeld a proposé l'établissement d'un comité de soixante membres qui examineront la réponse du roi, & en feront le rapport; & que jusqu'alors il ne soit fait aucune motion relative à cet objet.

« Je ne suis pas de l'avis du préopinant, a dit M. Chapelier : rappelons les termes dans lesquels nous étions il y a quelques jours. La plupart des articles arrêtés sont constitutionnels, & quelques autres législatifs. Il faut définir enfin la sanction; elle ne peut être qu'une simple promulgation, aujourd'hui c'est une espèce de conférence que le roi vous propose : si vous l'acceptiez, ne seroit-ce pas oublier les droits de l'assemblée? Nous devons donc fixer d'une manière invariable, les termes de la sanction, afin qu'il la donne ou qu'il la refuse. Tout examen seroit des-

fructif de l'autorité que les peuples vous ont confiée. Ainsi je propose de décider à l'instant les termes dans lesquels la sanction doit être donnée, & d'envoyer M. le président devers le roi pour demander cette sanction ».

M. Camus proposoit un amendement à la motion de M. Goupille; son projet n'étoit pas de discuter celle de M. Chapelier : « Lorsque le roi vous propose, disoit-il, des observations sur l'arrêté, il n'est pas possible de se refuser à commencer par répondre à des objections qu'on nous fait, & d'établir la justice de vos arrêtés. Je propose de nommer des espèces de rapporteurs pour rendre compte de leurs vues. Sur cette réponse, un comité de soixante personnes seroit trop nombreux pour ce travail; il faut liviser les objets, & charger des rapporteurs de rendre compte de chacun d'eux; ainsi quatre comités, composés de trois personnes seulement, examineront.

1°. Les fiefs.

2°. Les justices seigneuriales & la vénalité des offices.

3°. Les matières ecclésiastiques, dîmes, annates & départs.

4°. Les autres articles décrétés.

Demain un de ces comités fera le rapport du premier article qui sera prêt, & ainsi de suite.

« Qu'est-il besoin de tant de comités, disoit M. Chasté, puisqu'il en existe déjà un pour les matières ecclésiastiques, un autre pour la féodalité, & un troisième pour les affaires de judicature; Vous avez-là ce que vous desirez. Il faut délibérer sur la motion de M. Chapellier; les arrêtés du 4 sont des objets de pure constitution; ce sont les productions du pouvoir constituant; ils sont susceptibles d'une sanction pure & simple, c'est-à-dire, la signature du roi, le sceau du royaume, & la promulgation; on doit distinguer le *consentement de la sanction*, vous l'avez déjà décidé. J'ajoute à la motion de M. Chapellier, en attendant

qu'on imprime la réponse du roi, que vous vous ajourniez à mardi prochain, pour entendre tous les membres qui voudront parler sur cet objet important : je me propose de traiter de la dime, des droits féodaux & d'une partie de la libération des dettes de l'état.

Ici les deux messieurs de Mirabeau ont pris la parole, ils se sont succédés sans se rassembler de principes ni d'opinions.

M. de Bonnai a fait une motion relative à la ratification des privilèges des provinces. Nous en développerons demain les principales idées, ainsi que des discours de MM. de Mirabeau, de Robert-Pierre, de M. le duc de la Rochefoucault & de M. Duquesnoi, qui ont soutenu une très-sage & même opinion. M. Renbel a combattu pour la destruction de la féodalité Alsacienne, plus accablante que celle du reste du royaume, à ce qu'il paroît, d'après les cahiers de cette province; MM. de Lalli-Tolendal, de Clermont-Lodève, Pethion de Villeneuve & Guillotin, ont parlé diversément sur le même objet, & nous donnerons demain un extrait de leurs opinions.

A la fin de la séance, M. de Volnei a fait une motion incidente, qui, 1°. tendoit à ajourner l'amendement de M. Chassé; 2°. à rentrer sans délai dans la discussion des articles de la constitution; 3°. de discuter les questions relatives à la nouvelle formation du corps législatif, au nombre des membres, à la durée des sessions, au mode d'élection & aux qualités nécessaires pour être électeurs ou éligibles. L'assemblée nationale, a-t-il ajouté, ordonnera ensuite une nouvelle élection des députés, lesquels viendront sans intervalle se substituer aux députés actuels. Tous les membres de l'assemblée se sont levés par un mouvement subit d'approbation, en applaudissant à la motion de M. de Volnei.

M. le président a renvoyé la continuation de la discussion
à la séance d'aujourd'hui.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au
Palais-Royal, n^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires
de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de
6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 f. franc de port dans
tout le royaume ; on est prié d'affranchir le port des lettres
& de l'argent.